



Intrusion armée au Lycée Diderot :

Aux côtés des élèves et des personnels, la CGT Educ'Action demande des mesures exceptionnelles, à la hauteur de la gravité de la situation !

Ce mardi 23 Octobre 2012 à 11h, les personnels du Lycée Diderot se sont trouvés dans l'obligation d'exercer leur droit de retrait suite à l'intrusion violente de deux individus armés, l'un d'une arme à feu, l'autre d'une arme blanche. Ces deux individus ont poursuivi un élève du Lycée à l'intérieur de l'établissement proférant injures et menaces de mort à l'encontre des élèves présents et des personnels qui ont courageusement tenté de s'interposer. Les personnels de l'établissement estiment à juste titre que leur sécurité et celle de leurs élèves n'est plus assurée dans le Lycée Diderot.

En tout premier lieu nous partageons le sentiment de tristesse et de révolte de nos collègues et de leurs élèves face à l'escalade de la violence à laquelle ils et elles sont confronté-e-s depuis plusieurs semaines et sur laquelle ils et elles ont à de nombreuses reprises alerté les autorités. Nous tenons aussi à leur exprimer notre solidarité totale : la CGT-Educ'action exprime son soutien à l'ensemble des collègues et des élèves victimes de ces situations.

Dans leur communiqué les personnels de l'établissement écrivent qu'ils « *souhaitent que leur lycée devienne le lieu pacifié, d'apprentissage et de vie, auxquels les élèves comme les personnels ont droit au cœur d'un territoire laissé à l'abandon* ». Nous ne pouvons que que souligner cette exigence et l'affirmer hautement avec eux.

Avec eux la CGT Educ'action demande à l'administration et aux pouvoirs publics de mettre en oeuvre d'urgence les moyens de rétablir dans leur établissement les conditions propices à l'exercice de leur mission. Comme eux, nous ne nous pouvons nous satisfaire de l'absence de réponse qui leur a pour l'instant été opposée sur les questions essentielles qu'ils ont posé. Pour nous la situation du lycée Diderot requiert un plan d'urgence.

Dès le 2 octobre dernier dans un communiqué repris par la presse locale nous avons déjà souligné la tension très forte et le climat de violence qui règne dans nombre d'établissements du département, notamment ceux de l'éducation prioritaire, en particulier à Marseille. Situation dont nous disions qu'elle était à relier à l'extrême dégradation de la situation sociale, à la misère économique et culturelle grandissante.

Nous réaffirmons notre très forte inquiétude à ce sujet et notre exigence dans les établissements et les quartiers populaires où nous travaillons d'une politique ambitieuse d'éducation prioritaire, une politique éducative « qui donne plus à ceux qui ont le moins ». A contre pied total de celles qui ont été menées depuis plus de dix ans et qui ont abouti à la détérioration tragique que nous connaissons. Ce sont des moyens pérennes en personnels de toutes catégories (enseignant-e-s, personnels techniques et administratifs, personnels de vie scolaire, personnels sociaux et de santé...), ainsi que des moyens pour le recrutement et la formation de ces personnels, qu'il faut investir massivement et durablement dans les établissements scolaires du premier comme du second degré. En tout premier lieu ceux qui accueillent les élèves les plus en détresse, qui concentrent les tensions de quartiers et de communes en très grande difficulté sociale.

La CGT Educ'Action 13, mercredi 24 octobre 2012